

Comment les métiers territoriaux font-ils face au changement climatique ?

Le communiqué de l'Observatoire MNT présente les résultats de sa 33^e étude, réalisée par quatre élèves administrateurs territoriaux, en partenariat avec l'INET et l'AATF, qui analyse les impacts du changement climatique sur les métiers, les organisations et le management dans la territoriale.

L'étude souligne que les collectivités sont confrontées à une double exigence : réduire leur impact environnemental tout en protégeant la santé et la sécurité de leurs agents, ce qui modifie le cœur des métiers et les pratiques professionnelles. Les transformations observées concernent à la fois l'évolution des missions, avec l'émergence de métiers verts (directement dédiés à la transition écologique), verdissants (dont les pratiques évoluent sous l'effet des normes) ou à verdir (amenés à intégrer progressivement les enjeux climatiques) selon le degré d'intégration des enjeux climatiques, et les conditions de travail, exposant les agents à des aléas climatiques de plus en plus fréquents et à des risques professionnels, y compris psychosociaux, touchant l'ensemble des secteurs.

Face à ces changements, l'étude insiste sur le rôle des encadrants territoriaux et des élus locaux, dont les arbitrages déterminent la manière dont les collectivités intègrent les enjeux climatiques dans leurs organisations et politiques publiques. Elle met en avant la nécessité d'adapter les activités et les conditions de travail, de diffuser une culture du risque et de la transversalité, et de développer les compétences et la formation pour accompagner les transformations. Les enjeux RH sont considérables : intégrer la prévention des risques et contraintes professionnelles dans le pilotage des emplois en tenant compte des contraintes climatiques et transformer ces défis en leviers pour l'attractivité et la dynamique des carrières.

L'étude propose quatre axes opérationnels pour accompagner la transition climatique : renforcer l'anticipation et la gestion des risques, former et outiller les encadrants, promouvoir des pratiques écoresponsables adaptées aux réalités locales, et renforcer la cohésion interne et la participation citoyenne pour favoriser l'acceptabilité des transformations.

Elle conclut que la réussite de cette transition repose sur l'engagement collectif des agents et la construction d'une culture partagée de prévention, de durabilité et de continuité du service public, afin de donner du sens au travail territorial dans un contexte de changement climatique.